

Département du Var CANTON DE VIDAUBAN Commune de LORGUES		AR Prefecture 083-218300721-20230630-23_57-DE Reçu le 04/07/2023 République Française COMPTE RENDU
des délibérations du Conseil Municipal		
L'an deux mille vingt-trois, le trente juin, à dix-huit heures trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune de LORGUES, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire au Centre Culturel, sous la présidence de Monsieur ALEMAGNA Claude, Maire.		
Nombre de conseillers en exercice : 29 Quorum : 15 date de la convocation : 22 juin 2023		
PRESENTS (20)	Mmes et MM. ALEMAGNA, FIORINI, HEBREARD, DUBOIS, HERY, WECKMANN, HUMBLLOT, TOSI, PELLETIER, GUINDEO, BERTRAND, ACCIARI, GRIGOLI, CROGNIER, SONTOT, RAMOS, MOURADI, ROBION, CHAMBON, HOUSSAYS	
ABSENTS (2)	MM. FORME, FAVOREL	
EXCUSÉ (0)		
REPRÉSENTÉS (7)	Mmes et MM. PORLIER par HERY, GELER par ACCIARI, MATHIAS par HEBREARD, RUDEL par TOSI, VAN LIMBERGHEN par MOURADI, CAZIER par BERTRAND, TORNOR par RAMOS,	
Secrétaire de séance	Mme WECKMANN	

23/57

Objet : Bilan de la concertation et arrêt du projet du Règlement Local de Publicité

Monsieur le Maire expose que la loi du 12 juillet 2010 (dite loi Grenelle) portant engagement national pour l'environnement a profondément modifié les dispositions du Code de l'Environnement relatives à la publicité, aux enseignes et aux préenseignes afin de mieux encadrer ou limiter l'impact de ces dispositifs sur nos paysages et préserver ainsi notre cadre de vie.

Conformément à l'article L.581-14-1 du Code de l'Environnement, le Règlement Local de Publicité (RLP) est élaboré, révisé ou modifié, conformément aux procédures d'élaboration, de révision ou de modification des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU).

Par délibération du 29 septembre 2020, la commune de Lorgues a prescrit l'élaboration de son Règlement Local de Publicité. Cette délibération a été notifiée aux Personnes Publiques Associées.

Pour rappel :

1. Les objectifs poursuivis par l'élaboration du Règlement Local de Publicité visent à :

- Préserver et améliorer le cadre de vie et la qualité des paysages de la commune en limitant et en réglementant les implantations de dispositifs publicitaires, enseignes et pré-enseignes, mais aussi de favoriser leur harmonie et leur cohérence ;
- Protéger l'image du territoire en tenant compte du patrimoine bâti et naturel, et notamment le castrum et le centre-ville par une réflexion sur la place des enseignes ;
- Préserver les zones peu touchées par la pression publicitaire comme les zones résidentielles ou les quartiers pavillonnaires ;
- Protéger les entrées de ville, première image du territoire et l'ensemble des axes structurants, plus particulièrement la RD10 et la RD562, notamment en matière de publicité et pré-enseignes.

2. Les modalités de la concertation publique :

a. Les principes :

En application des dispositions de l'article L.103-3 à L.103-6 du Code de l'Urbanisme, les modalités de la concertation publique devaient permettre d'associer à la définition du projet et tout au long de la procédure, les habitants de la commune, les usagers, les personnes intéressées ainsi que les personnes publiques associées.

Ces modalités ont été les suivantes :

- Mise à la disposition du public et des personnes concernées d'un registre permettant de formuler les observations et propositions tout au long de la procédure d'élaboration du Règlement Local de Publicité ;
- Mise à la disposition du public et des personnes concernées d'un site internet permettant de formuler des observations et propositions tout au long de la procédure ;
- Organisation d'une réunion publique.

b. La mise en œuvre :

Toutes les personnes intéressées ont pu, de manière continue, suivre l'évolution du dossier et prendre connaissance des différents documents en lien avec la présente élaboration :

- Par la mise à disposition, du 8 février 2021 au 2 juin 2023, d'un dossier régulièrement mis à jour et d'un registre de concertation à la mairie de Lorgues, consultables aux jours et heures d'ouverture habituels des services communaux ;
- Par la mise en place d'une adresse électronique dédiée à la concertation du RLP : rlp@lorgues.fr
- Par l'organisation d'une réunion avec les personnes publiques associées, le 23 mars 2023 et par l'organisation d'une réunion publique le 15 mai 2023 permettant de leur présenter l'avant-projet de règlement et ainsi recueillir leurs avis ;
- De plus la commune a mis à disposition des administrés tout au long de la démarche sur le site internet de la commune, d'une page dédiée à la concertation du Règlement Local de Publicité, dans la rubrique Actualités :
<https://www.mairiedelorgues.fr/2022/09/13/reglement-local-de-publicite/>

Cette page présente succinctement les étapes de la démarche de RLP, ses principaux objectifs et les moyens de concertation mis à la disposition du public. La page permet également de mettre à disposition du public les documents produits au fil de l'eau en fonction de l'avancement de la démarche. Sont ainsi disponibles, la délibération de prescription incluant les modalités de concertation, le diagnostic et ses enjeux, les orientations, le projet de règlement et le zonage ainsi que le document présenté en réunion publique.

En complément des modalités de concertation, des publications ont été réalisées :

- dans le bulletin municipal *Lorgues infos* édité en automne 2022 (N°55 page 8-9) et au printemps 2023 (N°57 page 6 et 7) ;
- sur le compte Facebook de la commune, notamment pour informer le public de la mise en place de la concertation, pour exposer les différents moyens d'expression mobilisables ainsi que pour annoncer la date de la réunion publique du 15 mai 2023.

L'ensemble de ces moyens de concertation est détaillé dans le bilan de la concertation.

Les orientations et objectifs envisagés pour l'élaboration du RLP sont les suivants :

Orientation - 1 Préserver et mettre en valeur l'identité de Lorgues, ses richesses paysagères et patrimoniales

- Maintenir l'interdiction d'affichage publicitaire mural au sein du Site Patrimonial Remarquable
- Promouvoir une identité des enseignes dans le centre historique
- Limiter la pollution lumineuse et les consommations d'énergie en définissant une plage d'extinction nocturne adaptée aux publicités et enseignes lumineuses

Orientation - 2 Valoriser les paysages urbains et la qualité du cadre de vie quotidien

- Limiter l'emprise visuelle des publicités murales et des enseignes le long des axes routiers structurants ;
- Maintenir un cadre de vie apaisé au sein des quartiers d'habitat et le long des axes secondaires en limitant la place de la publicité, des enseignes et les formats autorisés ;
- Améliorer l'intégration urbaine des enseignes encadrer leur nombre, format et qualité ;
- Réduire l'empreinte visuelle de certaines enseignes sur le reste du territoire communal, notamment aux abords des grands axes de traversée communal (D562, D10) ;

Orientation - 3 Assurer la visibilité des activités économiques et culturelles locales

- Développer/améliorer la Signalétique d'Information Locale (S I L) pour les activités peu visibles des axes principaux ;
- Conserver la possibilité d'installer du mobilier d'information municipale, qui pourra éventuellement recevoir une face publicitaire nécessaire à la gestion de ces supports ;
- Dédensifier l'affichage extérieur sur les pôles d'activités en limitant le nombre d'enseigne, tout en adaptant les formats à la vocation de ces zones ;

De ces différentes orientations, le diagnostic du territoire communal couplé à la mise en évidence de ses enjeux ont permis d'identifier dans le cadre d'un plan de zonage des secteurs présentant des caractéristiques spécifiques qui engendreront la définition de règles particulières pour les enseignes et les publicités :

- ZP1 : Le centre historique
- ZP2 : Le centre-ville élargi
- ZP3 : Les pôles d'activités
- ZP4 : Les quartiers à dominante résidentielle
- ZP5 : Les espaces hors agglomérations

C'est à la lumière de l'ensemble de ces éléments que le Conseil Municipal est invité à tirer le bilan de la concertation et à arrêter le projet de Règlement Local de Publicité.

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.581-1 et suivants et R.581-1 et suivants,
Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.103-3 et suivants, L.153-1 et suivants, R.153-1 et suivants,

Vu la loi n°2012-118 du 30 janvier 2012 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) dite loi Grenelle II,

Vu les décrets n°2012-118 du 30 janvier 2012, modifiés et n°2013-606 du 06 juillet 2013,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 29 septembre 2020 prescrivant l'élaboration du Règlement Local de Publicité et fixant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation préalable,

Vu le projet de Règlement Local de Publicité annexé à la présente délibération,

Vu le rapport tirant le bilan de la concertation ci-annexé,

Considérant que ces orientations sont conformes aux objectifs énoncés en préalable à l'élaboration du Règlement Local de Publicité et aux articles L.101-1 et L.101-2 du Code de l'Urbanisme ;

Considérant que la concertation afférente au Règlement Local de Publicité s'est déroulée de manière satisfaisante au regard des modalités énoncées dans la délibération du 29 septembre 2020;

Considérant que le projet de Règlement Local de Publicité est prêt à être transmis pour avis aux personnes publiques qui ont été associées à sa révision ;

Considérant la nécessité de tirer le bilan de la concertation et d'arrêter le projet ;

AR Prefecture

083-218300721-20230630-23_57-DE
Reçu le 04/07/2023

Le Conseil municipal,
OUI l'exposé de Monsieur le Maire,
A l'unanimité,

- ▶ **APPROUVE** le bilan de la concertation tel qu'il est annexé à la présente délibération ;
- ▶ **ARRETE** le projet de Règlement Local de Publicité tel qu'il est annexé à la présente délibération ;
- ▶ **PREND ACTE** de la transmission pour avis du projet de R.L.P arrêté aux :
 - Aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'Urbanisme,
 - Aux associations agréées et aux communes limitrophes qui ont demandé à être consultées (L.153-17 du Code de l'Urbanisme),
 - Aux établissements publics de coopération intercommunale directement intéressés qui ont demandé à être consultés (L.153-17 du Code de l'Urbanisme),
 - Et conformément à l'article L.581-14-I du Code de l'environnement, à la Commission Départementale compétente en matière de Nature, de Paysage et de Site ;

La présente délibération sera transmise à la Préfecture et fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois, conformément aux dispositions de l'article R.153-3 du Code de l'urbanisme.

FAIT et délibéré les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait conforme,
Le Maire,



[Handwritten signature in blue ink]

**LE MAIRE SOUSSIGNÉ CERTIFIE
ET ATTESTE QUE LE PRÉSENT
DOCUMENT EST EXÉCUTOIRE.**

Date , - 4 JUIL. 2023



[Handwritten signature in blue ink]

[Handwritten signature in blue ink]

Destinataires :

- Préf. du Var
- S.T.
- D.G.S.
- Chrono